Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Dechets-et-matieres-radioactives-le-debat-public

25 septembre 2019

Déchets et matières radioactives : le "débat public" s'achève mais le sujet n'est pas clos ! Quand décidera-t-on d'arrêter de produire ces rebuts ingérables ?

Communiqué commun du Réseau "Sortir du nucléaire" et des associations BureStop 55, Cedra 52, EODRA, MIRABEL-Lorraine Nature Environnement et Meuse Nature Environnement

Ce mercredi 25 septembre aura lieu la clôture du débat public sur le "Plan National de Gestion des Déchets et Matières Radioactives". La CPDP osera-t-elle transmettre la seule conclusion possible à en tirer ? À savoir, tarir en urgence la production de ces substances ingérables et arrêter d'imposer par la force aux populations des pseudo-solutions de gestion ?

Des conclusions à tirer en urgence !

Tout au long de ce débat, des personnes, associations et collectifs se sont impliqués à leur manière, soit en participant, soit en boycottant la procédure, voire en chahutant les séances. Quel qu'ait été leur mode d'action, la revendication était la même : ces déchets étant impossibles à gérer, il faut enclencher une sortie du nucléaire au plus vite. Les populations n'ont jamais souhaité la production de ces rebuts d'une filière polluante et dangereuse. Dès lors, il est indécent de leur imposer par la force des choix de gestion.

Le gouvernement continuera-t-il à mépriser ces avis, confirmant que ce débat public ne constitue pour lui qu'une étape règlementaire de pure forme ? Ignorera-t-il également les événements survenus ces derniers mois qui exigeraient pourtant une révision des grandes lignes de ce plan de gestion ? Ainsi, passera-t-il outrele rapport critique de la Cour des Comptes publié en juillet 2019, qui pointe le

caractère irréaliste du chiffrage du projet d'enfouissement Cigéo à Bure [1] ? Alors que l'abandon du projet de surgénérateur Astrid a été rendu public fin août 2019, continuera-t-on à justifier l'accumulation de quantités monumentales de plutonium et à le qualifier abusivement de "matière valorisable" [2] , et donc à poursuivre ainsi la filière du retraitement ?

Le débat se poursuit hors du cadre officiel… et la mobilisation continue !

En alternative au débat public, des événements militants ont été organisés tout au long de l'année : l'Atomic Tour (plus de 40 étapes pour questionner l'attachement des citoyen.nes à la "France nucléaire"), un cycle de conférence dans tout le Grand Est de décembre 2018 à avril 2019, le festival des Bure'lesques en août, un week-end féministe et antinucléaire les 21 et 22 septembre… Comme le confirme la forte participation à ces rendez-vous, les populations se sentent concernées par le nucléaire et sont en attente d'informations. Dans leur grande majorité, elles déplorent qu'on leur impose cette technologie et expriment leur désir de reprendre la main sur les choix de politique énergétique.

Ces retours nous renforcent dans notre détermination à lutter contre le nucléaire et les grands projets imposés de "gestion" de ces déchets, qu'il s'agisse du projet de piscine centralisée de stockage de combustible usé (potentiellement à Belleville-sur-Loire) ou du projet Cigéo. Nous donnons rendez-vous les 28 et 29 septembre à Nancy lors de la manifestation "Vent de Bure", pour exprimer haut et fort notre refus de l'enfouissement. Et nous restons plus vigilants que jamais quant à la reprise prochaine des travaux préparatoires à Cigéo, d'autant plus si celle-ci devait advenir au lendemain même de la fin du débat, ce qui constituerait une politique du fait accompli inacceptable.

Contact presse :

Angélique Huguin - 06 88 27 16 06

Notes

[1] Rappelons que ce coût avait été volontairement sous-estimé par le Ministère de l'Environnement en 2016, suite à la pression des producteurs de déchets qui souhaitaient provisionner le moins possible (plus d'informations sur cette affaire).

[2] Voir à ce sujet ce rapport de Greenpeace France.